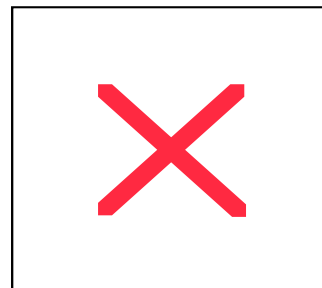


CROIRE en l' AVENIR



L'Association Professionnelle du Personnel de l'Enseignement Libre, l'APPEL, ne peut rester indifférente aux débats de société auxquels elle est confrontée chaque jour.

Association professionnelle d'enseignants et de personnels concernés par l'éducation, elle ne peut manquer de beaucoup s'interroger sur le fonctionnement de cette société qui organise l'école.

Face à l'attitude des politiques qui appliquent la méthode du « sauve qui peut » sans avoir de vision à long terme, l'APPEL estime qu'il est urgent de redéfinir ce que doit être la priorité de nos institutions et quelle place elles doivent accorder à leur enseignement.

Nous faisons un certain nombre de constats qui touchent à l'évolution politique et institutionnelle de notre pays, le degré d'importance que celui-ci accorde à son enseignement, l'avenir de la profession d'enseignant dans un contexte de plus en plus large, l'espace de réflexion, de débat et d'autonomie que les organisations syndicales peuvent encore se permettre aujourd'hui.

De partout, dans tous les domaines, fuse la même interrogation, sourd la même inquiétude : que nous réserve l'avenir à terme ?

L'interrogation touche au politique, à l'institutionnel : personne n'ignore que les lendemains électoraux seront difficiles et que le cadre politico-institutionnel qui sera alors dressé conditionnera la vie de tout un chacun et cela pour un assez long temps.

L'interrogation touche au socio-économique. La mondialisation des enjeux économiques fragilise les travailleurs chaque jour un peu plus. La récente « affaire VW » le montre à satiété.

Les combats menés pour le droit à la dignité, au respect de la personne sont inachevés.

Cette réalité ne semble pas émouvoir le monde politique plus qu'il ne faut.

Où que l'on se tourne, on perçoit toute une série d'enjeux vitaux, essentiels pour l'évolution normale d'une société moderne, humaine.

Un autre fait « divers » vient rappeler à notre société et aux décideurs que l'un de ces enjeux est la cohésion sociale dans le pays riche qu'est la Belgique.

L'agression dont a été victime un directeur d'école secondaire à Dinant est exemplaire quant à l'inadéquation entre les discours tenus par les politiques et les moyens qu'ils se disent prêts à

accorder à l'école pour qu'elle puisse les mettre en application.

L'école n'étant qu'une des composantes de la société (dans l'esprit de beaucoup une composante de plus en plus accessoire d'ailleurs), la violence qui la frappe (écoles incendiées ou vandalisées, personnels harcelés ou victimes de la violence) est d'autant plus aveugle qu'elle sévit partout ailleurs dans la société et de la même façon.

Pourquoi l'école échapperait-elle à cette violence ?

L'école est-elle une espèce d'île déserte où rien ne se passerait jamais ?

Lors du Congrès de l'APPEL du 27 avril 2007, les affiliés ont été nombreux à se prononcer sur une série de propositions engageant l'APPEL dans un avenir qui n'est pas nécessairement celui qu'on attend.

Fi des clivages traditionnels, des idées reçues, des tabous idéologiques, de la politique politicienne !

L'APPEL s'est résolument engagée dans un processus de réflexion aux antipodes des clivages traditionnels.

Depuis toujours association indépendante (dans ses idées, ses actions), l'APPEL veut résolument se situer là où se dessinent les scénarios d'une meilleure gouvernance de l'école, là où, dans la qualité, s'élaborent les conditions de travail et de vie à l'école, une vraie revalorisation du métier, une échelle de valeurs où la priorité accordée à l'enseignement occupe le dernier échelon des préoccupations sociétales aujourd'hui.

Notre réflexion suit trois axes :

- *le cadre politico-institutionnel de la Belgique et le financement de l'enseignement*
- *l'avenir de la profession d'enseignant*
- *le positionnement de l'APPEL dans ce multi-contexte*

1. Evolution politique et institutionnelle de notre pays et financement de l'enseignement.

Au lendemain des élections du 10 juin 2007, les négociations seront difficiles entre partisans du « stop institutionnel » et partisans du « changement à tout prix ».

Plusieurs scénarios sont possibles ; à chacun de ces scénarios correspond un mécanisme de financement des communautés :

- les scénarios « séparatistes » : le confédéralisme.
Autonomie accrue des régions (dans des matières aussi sensibles que la sécurité sociale, la politique de l'emploi, la justice...) on vide l'état central de sa substance.
Quid du financement de notre enseignement ?
- En cas de séparation, un (mini)état composé de la Wallonie seule ou un autre de Bruxelles et la Wallonie ensemble ; qu'en pense la région de Bruxelles ? Beaucoup pensent que ce mini-état n'est pas viable.
- Un fédéralisme amélioré, régionalisation accrue de certaines matières, refédéralisation d'autres compétences. Un fédéralisme plus mûr, de raison. Il faudrait revoir le système des dotations aux communautés.
- Retour à l'état belge unitaire. Pour nostalgiques uniquement.
Dans tous les cas de figures, se pose la question du financement des régions et des communautés ; dans les scénarios séparatistes, celui de la reprise de la dette publique et celui du statut de Bruxelles.

Le système électoral utilisé par les politiques conduit bien souvent à une incapacité à assumer un mandat jusqu'à son terme et donne une vision tronquée de la réalité fédéraliste.

Notre système politique est en évolution : il faut de plus en plus de fédéralisme, de plus en plus de transferts de compétences et de responsabilités aux entités fédérées; c'est louable.
Mais **les moyens financiers ne suivent pas** : incohérence!

Quel projet de société désirons-nous avec l'argent mis à la disposition de la Communauté française ?

Quelle que soit la situation politico-institutionnelle qui sera celle de l'après 10 juin, **il faut** toujours et inlassablement **poser la même question** : celle **du financement** des entités fédérées.

En ce qui nous concerne, il s'agit bien évidemment du financement **de l'enseignement...** mais pas comme n'importe quel secteur d'activité, il s'agit d'un secteur vital, essentiel, prioritaire.

Un état qui se respecte, respecte ses jeunes.

Indépendamment de la vision que l'on peut avoir du « dépenser mieux et autrement », il faut **réclamer davantage de moyens pour l'Ecole** car les exigences que la société (dans son ensemble) a vis à vis de l'école sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus complexes.

Sur l'avenir et la viabilité de la Communauté française, son financement, la survie de l'école et la façon de l'organiser, nous répétons que **les moyens financiers sont insuffisants...** dès lors que **l'école est une priorité absolue** pour toute société civilisée.

Nous nous interrogeons sur l'attentisme dont paraissent atteints nos politiques face au devenir institutionnel du pays. Par peur d'un futur qu'ils jugent périlleux pour les

institutions, ils n'osent faire des propositions sensées, originales, ouvertes afin que l'enseignement soit une priorité absolue et ainsi doté d'un financement digne de ses ambitions.

Nous mettons en garde un Etat qui permettrait par intérêt purement économique, une collaboration de plus en plus soutenue entre l'école et le monde privé des entreprises qui aboutirait à terme, à une marchandisation de l'enseignement.

Ici aussi, nous posons des constats accablants... qui, dans leur énumération sèche, montrent bien qu'il y a beaucoup plus que de simples matières à réflexion.

C'est à une **refonte complète du système scolaire** qu'il faudrait s'atteler.

Quelques pistes :

- revoir le système des réseaux multiples en garantissant la liberté d'enseignement : repenser l'organisation des/en **réseaux** (trop nombreux, trop coûteux) : un public, un privé et, à terme, un seul réseau laïque et neutre. Quid de l'**école pluraliste**?
- analyser la concurrence entre réseaux et/ou écoles
- supprimer les doublons dans les offres d'enseignement et le choix des options
- **lever les tabous** idéologiques, religieux, philosophiques en organisant des cours philosophiques et en sortant **les cours de religion** de l'organisation scolaire
- s'atteler au problème de l'**autonomie** des réseaux et des PO et **contrôler** davantage l'utilisation qu'ils font des deniers publics
- professionnaliser les PO et leur donner une structure juridique plus adaptée
- mieux contrôler la destination des subventions publiques
- éviter une dérive dans l'utilisation des enveloppes budgétaires (financement d'un enseignement D+, accueil des primo-arrivants, pot de solidarité, postes ACS/APE ...)
- mieux planifier l'**offre d'enseignement**
- revoir les conditions de l'obligation scolaire
- réorganiser « **titres et fonctions** » pour récupérer la masse financière générée par les titres B
- **harmoniser les statuts**, rendre cohérente la réaffectation, lutter contre la pénurie (interréseaux ?)
- revoir les rapports entre enseignants et écoles de formation d'enseignants
- **bâtiments scolaires** : attention aux doubles emplois!
- encourager les collaborations et synergies entre les différents acteurs (ex : CTA).

Tous ces thèmes doivent être abordés si l'on veut parler de meilleure gouvernance, d'argent public et de faiblesse des moyens disponibles.

Le fatalisme ne devrait pas être de mise dans un domaine aussi sensible que celui des politiques visant au bien-être et à l'accès des individus au savoir et à la culture. Nous ne voulons plus de la morosité et de la résignation qui trop souvent servent de cadre à la mise en place de politiques en matière d'éducation.

Quels sont les réels besoins nécessaires pour rencontrer les objectifs ?

Des moyens supplémentaires doivent-ils être demandés ou suffira-t-il de repérer certains gaspillages ou certaines dérives ?

Quel projet de société sera possible avec l'argent mis à la disposition de la Communauté française ?

2. Etre enseignant aujourd'hui.

Quel sens cela a-t-il dans le contexte actuel (directives européennes et mondialisation des enjeux économiques) ?

Le monde de l'Ecole et le monde Economique doivent travailler ensemble et investir dans la jeunesse mais il faut redéfinir le rôle des uns et des autres de manière à ne plus subir les seules injonctions économiques.

La **transmission du savoir** n'est plus réservée à la seule école.

Les **nombreuses missions** que l'école s'est vu attribuer par la société sont de plus en plus complexes et difficiles à remplir; ces missions lui sont légitimes à défaut de lui être naturelles; les moyens budgétaires qui devraient accompagner ces transferts de mission ne suivent pas.

Un manque cruel de **personnels non-enseignants**, spécialisés dans la gestion de tous ces problèmes sociétaux se fait cruellement sentir.

L'enseignant n'est plus seul dans sa classe, face à ses élèves; l'enseignement est un **travail d'équipe**, encadré par l'apport des nouvelles technologies.

Les **déficits sociétaux** en matière d'éducation première, de santé, d'hygiène doivent absolument être palliés en amont de l'école, bien avant que, par son entrée dans la société, confronté à de nombreux défis, l'être humain ne soit tenté par des choix de vie douteux.

Les rapports que l'école entretient avec le **monde extérieur** (et plus particulièrement le monde économique) la plombent avant même qu'elle puisse faire fructifier tout ce potentiel qui est à sa portée; les contingences économiques, politiques, idéologiques lui construisent un cadre d'activité où l'enseignant aura les pires difficultés à maintenir pour ses élèves le cap de l'objectivité, de la critique constructive, de la conscience citoyenne.

Nous disons qu'il est nécessaire :

- de **revaloriser** la fonction
Les attentes des professionnels de l'enseignement de ce point de vue sont grandes; il n'y a pas d'autre moyen de lutter contre la pénurie que la revalorisation financière et morale du métier. Les enseignants devraient être considérés comme faisant partie de l'élite de la société, en charge de l'éducation de la jeunesse, fers de lance de tous les projets sociétaux visant le progrès, l'amélioration des conditions de vie, l'éducation de toute la population. Pourquoi ne pas créer un corps d'enseignants ou un corps de spécialistes de l'éducation et de la formation ?

- de **maintenir aux pouvoirs publics la capacité** (éventuellement en accord avec les partenaires de l'école) **de certification**, de détermination du contenu et du niveau des formations
- d' **harmoniser les statuts** pour permettre davantage de mobilité et de flexibilité...

L' **implication de toute la société** dans le monde scolaire aura pour effet de doter celui-ci des moyens nécessaires pour remplir toutes les missions qu'elle lui aura confiées et de mettre en place les équipes pluridisciplinaires aptes à mener à terme les projets les plus difficiles de restauration de l'éducation et de la formation.

Mais il est EVIDENT que sur la seule base des moyens actuels, ce projet ambitieux d'une école indépendante, forte, compétente, ouverte, éducatrice, est voué à l'échec.

Ce projet exige une prise de responsabilité politique et des moyens considérables si on ne veut pas le limiter dans le temps et l'enfermer dans la vision passéiste et attentiste qui est celle de la plupart des politiques d'aujourd'hui.

3. Positionnement de l'APPEL

De vrais syndicats indépendants de toute pression politique sont plus que jamais nécessaires; ils cultivent ce double aspect : l'aspect « service » et l'aspect « idéologique ». Un syndicat qui ne privilégie qu'un de ces aspects est incomplet ou boîteux.

La force de l'APPEL est justement

- 1) d'avoir toujours voulu et pu être **proche de ses membres**
- 2) d'avoir toujours mené **des combats**, d'avoir été guidée par ses convictions, en toute indépendance.

L'APPEL, c'est

- son **indépendance**
- son **action quotidienne** où la rapidité dans la transmission des infos s'allie à la sûreté et l'efficacité
- son « information » et sa « formation »
- **la conciliation des intérêts** collectif et privé
- une **organisation interne** où à chaque niveau de responsabilité l'essentiel de la décision appartient à l'ensemble des affiliés
- un **partenariat loyal** et intransigeant avec les médias, les politiques, les autres OS, les réseaux
- le contrôle exercé sur ce que la société veut faire de l'école
- une **action inlassable** en vue d'améliorer les conditions de travail des enseignants (lutter contre leur infantilisation) et de vie des élèves (lutter contre les discriminations, la violence, l'échec).

L'APPEL tente chaque jour d'élargir sa sphère d'influence auprès d'autres partenaires

intéressés par les questions sociétales ; il est essentiel d'être acteur dans ce vaste débat d'avenir ! Notre Association prend quotidiennement la température de l'enseignement et met le doigt sur les difficultés de plus en plus nombreuses rencontrées dans l'exercice de la profession, il en fait part aux politiques, aux médias, il remplit une mission de conscientisation, il suscite le débat, interpelle les responsables et décideurs.

Nos affiliés apprécient tout particulièrement l'indépendance de notre stratégie syndicale !

Il faut toujours beaucoup de courage pour ramer à contre-courant des idées reçues, pour refuser le confort accordé à ceux qui flirtent avec le pouvoir...